

L'Édito : la crainte de l'austérité post-pandémie pour les PME, par Jean-Lou BLACHIER

Jean-Lou BLACHIER est Secrétaire Confédéral de la CPME, et Président de la CPME de la Seine-Saint Denis. Il est gérant de la société Promaxion Sarl depuis 1988, holding dont l'activité principale est la création et la distribution de produits industriels (sécurité bancaire, plasturgie, ou encore désamiantage). De Mai 2016 à février 2017, il fut chef de la mission « Ré-industrialisation par l'innovation » auprès du Ministre de l'Economie et des Finances, Emmanuel MACRON. De décembre 2012 à janvier 2016, il a été Médiateur national des marchés publics auprès du Ministre du redressement productif et de la Ministre déléguée chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique, puis auprès du Ministre de l'Economie. Jean-Lou Blachier exerce par ailleurs des fonctions représentatives, dont celle de Président du Groupement du Patronat Francophone depuis 2018, et celle de Conseiller du Commerce Extérieur de la France depuis 2010. Jean-Lou BLACHIER est Chevalier dans l'Ordre National de la Légion d'Honneur et Colonel (r.c.) de la Gendarmerie Nationale.



Depuis plusieurs mois, nous avons tous rencontré des Cassandres, annonçant une crise économique imminente mais personne ne pensait que cela viendrait d'une pandémie mondiale.

C'est peut-être ce qui explique le défaut de préparation auquel nous assistons aujourd'hui. Je ne parlerai pas du manque de matériel qui est patent et que nous regrettons tous, mais des dispositifs proposés par le gouvernement à destination des PME qui connaissent aujourd'hui des ratés et dont se plaignent surtout les très petites et petites entreprises.

La ministre du travail, Muriel Pénicaud, a réaffirmé la volonté du gouvernement de faciliter la mise en place du chômage partiel pour "éviter des vagues de licenciements".

Mais trop souvent il existe des difficultés pour accéder à la plate-forme en ligne qui doit recevoir les déclarations des entreprises. De plus, quand ils y arrivent de nombreuses entreprises sont confrontées à des refus de chômage partiel au motif que leur secteur n'est pas concerné ou que leur entreprise est en capacité - théorique - de poursuivre son activité. Il y a donc là un décalage entre les discours et la réalité.

Puis dans cette situation très particulière, un rappel de l'inspection du travail aux responsabilités des chefs d'entreprises quant au respect de leurs obligations au niveau de la

protection des salariés dans le contexte de crises sanitaires, contribue à créer un malaise supplémentaire.

De même, les DIRECCTE (Directions Régionales des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi) doivent assouplir et harmoniser leur interprétation des textes. Il en va de l'emploi et de la vie économique et sociale dans tous nos territoires.

Comment dans ces conditions peut-on envisager le jour d'après ?

Les PME doivent développer leur capacité de résilience. Il faut mettre la crise à profit pour réfléchir au monde de demain, sinon c'est le risque de passer à côté de quelque chose d'important. Il faut élargir le champ de conscience de l'entreprise et penser à l'avenir.

Pour les petites entreprises, le problème de trésorerie est le plus prégnant, elles doivent utiliser les dispositifs mis en place. Bpifrance active des mesures exceptionnelles de soutien aux entreprises avec des aides financières en ligne extrêmement rapides et simples et un plan de soutien aux entreprises françaises exportatrices.

Pensons au jour d'après, car j'ai peur qu'une fois la crise passée il n'y ait l'obligation d'aller encore plus fort dans l'austérité.

Tableau de suivi de l'épidémie

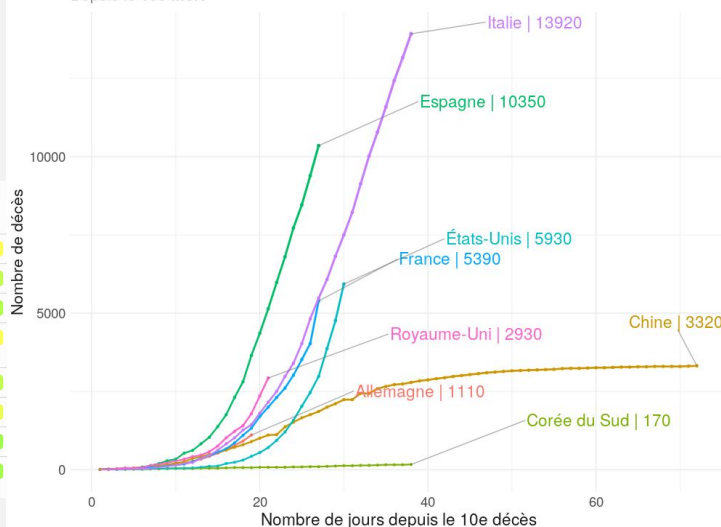
→ **Les chiffres français (enfin) consolidés** - Depuis le début de l'épidémie, le COVID-19 a fait **884 victimes dans les EHPAD** en France a annoncé hier le directeur général de la Santé, Jérôme Salomon. Jusque-là, les données communiquées dans les points quotidiens du DGS étaient uniquement celles issues du milieu hospitalier. Ces chiffres sont toutefois encore partiels, puisque, comme l'a expliqué hier Jérôme Salomon, tous les EHPAD (7 400 établissements) n'ont pas encore communiqué toutes leurs données.

Pays	Décès	Personnes contaminées (Total)	Évolution journalière du nombre de cas	Évolution journalière du nombre de décès	Taux de mortalité	Évolution du nombre de morts (%)
États-Unis	5926	243453	30081	1169	2.4	25
Espagne	10348	112065	7947	961	9.2	10
Italie	13915	115242	4668	760	12.1	6
Royaume-Uni	2926	34085	4301	569	8.6	24
France	4449	59105	2116	417	7.5	10
Allemagne	1107	84794	6922	187	1.3	20
Chine	3318	81589	34	6	4.1	0
Corée du Sud	169	9976	89	4	1.7	2

Retrouvez l'ensemble des données en temps réel sur le [dashboard de John Hopkins](#)

Évolution du nombre de décès depuis le 10e décès

Depuis le 10e mort



Les données de ce graphique sont celles à J-1

Regard d'expert : les pays du Golfe face au Covid-19, par Bertrand BESANCENOT



Bertrand BESANCENOT est senior advisor chez ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient

L'impact du confinement lié au coronavirus sur l'économie saoudienne et des pays du Golfe semble significatif, bien qu'il soit trop tôt pour faire un vrai bilan. Le gouvernement saoudien a déjà annoncé un pactole de 40 milliards de riyals (10 milliards d'euros), mais pas encore de détail sur la distribution.

Les entreprises souffrent sérieusement. Certains secteurs sont complètement arrêtés comme les loisirs, l'hôtellerie, la restauration, qui licencient en masse ; les entreprises de BTP licencient aussi sans payer les indemnités de fin de service et se demandent comment faire à la reprise.

Certaines mesures du gouvernement saoudien allègent un peu la situation, comme les moratoires de 6 mois sur le paiement des taxes douanières, des dus pour la sécurité sociale, pour les divers permis, pour la TVA. Tout comme les moratoires sur les échéances des prêts bancaires, sur le paiement des loyers, l'engagement du gouvernement à payer les salaires des employés du secteur privé pendant 6 mois à partir de mars, etc...

Les mesures pour combattre la prolifération du Covid-19 sont quant à elles très strictes, mais bien acceptées et observées. Malgré tout, les plus optimistes n'attendent pas un retour à la normale avant fin Mai.

Comment les banques et le secteur financier vont-ils s'en tirer ? Difficilement.

En plus de la contribution forcée à la souscription Saudi Aramco, ils viennent d'offrir au gouvernement un emprunt de 15,5 milliards de riyals la semaine passée, avec la possibilité que cela se reproduise. Et ils ne peuvent pas réclamer le remboursement des prêts du secteur privé. Si en plus, ils doivent faire face à la faillite de certains gros clients, ils vont souffrir.

Evidemment, dans ce contexte où le gouvernement est appelé à mettre la main à la poche bien plus que d'habitude, la chute du prix du brut est inquiétante. Il faudra puiser dans les réserves du PIF (Public Investment Fund), mais dans quelle mesure ? Le dilemme sera de devoir injecter assez de fonds dans l'économie pour provoquer le redémarrage, tout en prévoyant la possibilité que ça ne marche pas du premier coup.

Ce même dilemme se pose aux autres pays du Golfe, chacun à sa façon. Il est probable que Dubaï souffre le plus. Mais les pays du Golfe seront-ils aussi forcés de contribuer au fonds de reprise de l'économie mondiale de 5.000 milliards de dollars adopté par le G20 ? Certainement.

De grandes décisions stratégiques s'imposeront bientôt à tout le monde. Mais pour le moment, on ne peut bien sûr que spéculer.

Regard d'expert : signaux faibles, signaux forts, par Philippe RECLUS

Philippe Reclus, associé senior chez ESL, a été directeur adjoint de la rédaction du Figaro en charge de l'économie. Il a créé et dirigé la fondation Croissance Responsable abritée par l'Institut de France. Il anime un séminaire à l'École Polytechnique consacré à « L'entreprise et ses stakeholders ».



La crise du Covid-19 nous jette au visage ce constat cinglant que notre système de soins n'était pas prêt à affronter un tel événement. Ce système présenté comme l'un des meilleurs au monde (ce n'est pas faux si l'on considère l'excellence du personnel médical, la recherche, la qualité des infrastructures) est perclus de faiblesses et de manque de moyens.

Le Ministre de la santé peut expliquer qu'aucun pays au monde n'était prêt à encaisser une crise de cette ampleur. Il serait bien de constater que la France n'était pas le pays le mieux préparé pour faire face à la pandémie.

Cette crise révèle en creux notre difficulté collective à traiter, en dépit des alertes et des craquements, quelques sujets lourds et lancinants. L'hôpital était en l'occurrence, l'un des plus urgents. Le raz de marée du Covid-19 n'a fait que hurler sur les toits ce qui y mijotait à bas bruit depuis longtemps : une gouvernance complexe, une gestion comptable rigide, une non-reconnaissance des personnels. Tout ce qui a brouillé l'anticipation et retiré son sens à l'action médicale.

Pour l'hôpital, on peut penser - en tout cas on peut l'espérer - qu'une fois la crise passée une remise à plat énergétique sera engagée.

Profitons-en pour élargir l'alerte à d'autres secteurs qui, depuis des mois, font eux aussi état de graves difficultés. Et qui ne seront pas prêts, comme n'a pas été prêt le système de soins, pour affronter la crise si jamais elle advenait.

On pense aux Ephad, déjà en première ligne dans la crise. Depuis combien de temps nous posons nous la question du vieillissement de la population et du choc du financement de la dépendance ? Autre sujet, le rôle de l'agriculture dans notre économie et notre capacité à assurer nos approvisionnements. C'est aussi vrai de nos filières industrielles. Quid de notre indépendance énergétique à l'heure où notre dispositif national accuse le coup en matière de perte d'expérience ? Quid de notre souveraineté en matière de systèmes de communication ?

Enfin, il est un domaine où si la crise n'a pas la violence du virus Covid-19, l'usure et l'immobilisme constituent autant de menaces de long terme pour notre société. Les faiblesses de notre système de formation sont depuis longtemps dénoncées. Cette situation sape lentement mais sûrement les fondements de notre démocratie. Elle pénalise l'emploi. Elle handicape la compétitivité. Elle menace la cohésion sociale. Elle fausse le jugement et la consommation de l'information. Elle laisse prospérer les discours nauséabonds et complotistes. Curieux. Ce sont autant de signaux faibles que cette crise du Covid-19 révèle, en creux, aujourd'hui.

Regard d'expert : La mort silencieuse – Mobilisons-nous pour nos aînés, vraiment ! par Stéphane LE BOULER



Stéphane LE BOULER est normand économiste de formation. Il est actuellement responsable de projet sur les formations de santé au ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'innovation. Il a réalisé de nombreuses missions sur les questions du grand âge mais aussi sur l'organisation de la sécurité sanitaire et les controverses en matière de santé environnementale. Il préside Lisa, Laboratoire d'idées santé autonomie.

La canicule de 2003 avait provoqué une surmortalité importante, sur un temps très court (quelques semaines). Ce fut un traumatisme, notamment par les fragilités qu'elle avait révélées dans la prise en charge de nos aînés. Ce fut aussi l'occasion d'un sursaut en matière de moyens. Peu durable au demeurant.

En 2020, les morts en EHPAD sont toujours invisibles dans les statistiques immédiates, déclinées chaque jour. Du moins jusqu'à jeudi.

Comme en 2003, le temps viendra où il faudra rebâtir, repenser les moyens, faire vraiment ces réformes que l'on repousse scrupuleusement depuis des années.

Le contexte a changé cependant. La mort dans les EHPAD est toujours silencieuse, mais dans un monde confiné. Double peine.

Les responsables et les personnels des établissements d'hébergement font tout ce qu'ils peuvent pour empêcher le virus de pénétrer le monde clos dont ils ont la charge, gérer la pénurie de moyens de protection, maintenir les liens avec les proches, préserver la vie malgré tout. Les aides à domicile poursuivent aussi leur travail au quotidien, dans des conditions encore plus difficiles que d'habitude.

Les pouvoirs publics centraux ne sont pas indifférents mais ils sont aujourd'hui sur tous les fronts.

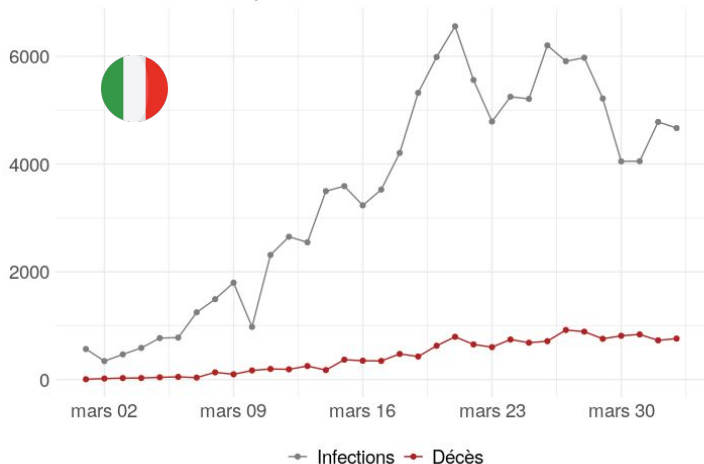
Les initiatives locales en faveur de nos aînés sont multiples mais dispersées. Les municipalités, les associations sont en première ligne. Les entreprises de proximité offrent leur aide bien souvent, ne serait-ce qu'en fournissant masques et blouses.

Cette crise sera plus longue qu'un épisode caniculaire. Il est donc encore temps de se mobiliser pour faire face. Cela signifie aujourd'hui rassembler beaucoup plus de moyens financiers et matériels, structurer les initiatives, tout en libérant les énergies, bref aider ceux qui sont sur le terrain, en mobilisant nos concitoyens et en fédérant les solidarités de proximité.

Evolution quotidienne de la pandémie de Covid-19 en Italie et en France (données hospitalières hors EHPAD)

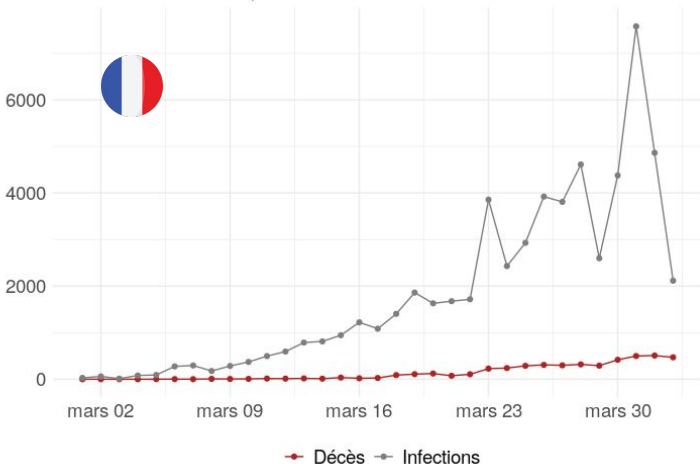
Évolution de la situation sanitaire en Italie (par jour)

Évolution du nombre de personnes infectées et de décès



Évolution de la situation sanitaire en France (par jour)

Évolution du nombre de personnes infectées et de décès



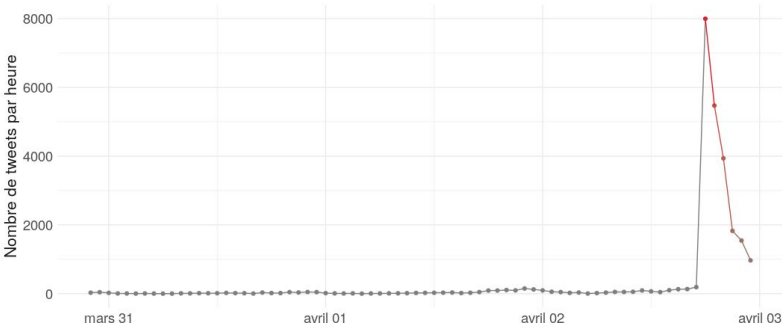
Pour vous abonner à la newsletter, merci d'envoyer un mail à contact@antidox.fr ou ibenadibah@eslnetwork.com

Twitter Storm : manifester pendant le confinement grâce aux réseaux sociaux - Depuis l'annulation des différentes [marches pour le climat](#) qui devaient se tenir le samedi 14 mars, les groupes militants actifs notamment sur les réseaux sociaux ont dû revoir leurs méthodes. À mesure que le confinement se confirmait, peu à peu entre le 14 et le 17 mars, les associations et les mouvements de tous bords — des syndicats aux groupes écologistes en passant par les « Gilets jaunes » — n'ont pas chômé et ont [continué à mobiliser](#) leurs sympathisants, particulièrement sur les réseaux sociaux. Et l'actualité a pu leur donner raison. Elle a amené, parmi les cercles militants un nouveau type de manifestation, **totalelement digitale** : la [Twitter Storm](#). Après les annonces de différents groupes financiers et industriels de [verser leurs dividendes](#), malgré le contexte de crise sanitaire, associations écologistes et syndicats sont montés au créneau. Ainsi, Greenpeace ou la Fédération des Amis de la Terre ont lancé une campagne digitale intitulée [#StopDividendes](#), à destination d'industriels, mais également de Bruno Le Maire (1K mentions). Plus globalement et de manière plus organisée, deux autres campagnes ont eu lieu au cours de la journée du jeudi 2 avril cherchant à sensibiliser le gouvernement et les entreprises sur **la production supposée « non essentielle »**. La première, intitulée [#NosViesPourCa](#), visait Amazon et la continuité des livraisons en période de confinement. La seconde, a été lancée par le média d'extrême-gauche [Révolution Permanente](#) (25K abonnés) et a été suivie par des groupes syndicaux, anarchistes, anticapitalistes et écologistes. La [Twitter Storm #StopProductionNonEssentielle](#) a connu un **pic de volumétrie** dans la soirée du 2 avril, avec **plus de 23K tweets**, 6K participants et s'est positionnée en 3^e position des tendances France sur Twitter. Plus que jamais, les réseaux sociaux constituent un **moyen de mobilisation** pour les groupes militants. Si les rassemblements sont désormais impossibles, la période de confinement montre néanmoins que la mobilisation ne décroît pas, et que les mouvements militants parviennent à trouver, via le digital, de **nouveaux moyens de manifester** dont l'impact peut, d'une certaine manière, s'assimiler à celui des marches traditionnelles. (Alexandre Trifunovic)

Appeler à l'union, rappeler à l'ordre : ce que disent les hashtags gouvernementaux - Le hashtag fait partie intégrante de la panoplie du communicant politique. Cri de ralliement ou mot clef au sens propre du terme, celui qui invente de nouveaux sujets de conversation et donne accès à de nouveaux espaces de discussion, inventé pour l'occasion, emprunté à d'autres ou détourné de son sens initial, le hashtag peut se faire injonction ou encore slogan : sa plasticité le rend propre à une multitude d'usages. En temps de crise, il est un outil précieux pour appeler à l'union malgré le déferlement des polémiques, et parfois même rappeler à l'ordre. Aussi l'exécutif n'en a-t-il pas été avare ces dernières semaines. Tandis que le Président de la République vante la [#FranceUnie](#), les ministères se disent, quant à eux, [#TousMobilisés](#). Contre les facteurs de division, la geste gouvernementale préfère faire la part belle aux [#HérosDuQuotidien](#), fonctionnaires, soignants, militaires et policiers, travailleurs exposés et volontaires qui, par solidarité et sens civique, s'exclament : « [#JeVeuxAider](#) », tous proposés à l'admiration des Français. Au sein du Gouvernement, quelques voix singulières s'élèvent. Le ministère de l'Éducation promeut son opération [#NationApprenante](#) pour la [#ContinuitéPédagogique](#), quand celui de la Culture voudrait plus de [#CultureChezNous](#). Par crainte d'un relâchement pédagogique ? De même, à l'instar du ministère de la Santé, le ministère du Sport, confronté aux joggeurs impénitents et aux Français qui se découvrent aujourd'hui une passion pour les sports d'extérieur, demande que chacun reste chez soi ([#RestezChezVous](#)). De son côté, le ministère de l'Écologie appelle à la [#MobilisationGénérale](#), un mot d'ordre qui s'applique aussi bien à l'urgence climatique qu'à l'endigement du Covid-19. Pour les ministères culturels, éducatifs et sociaux, ou en prise avec des enjeux de long terme, et qui pourraient paraître devoir passer au second plan à cause de l'urgence des circonstances, l'enjeu est aussi de continuer à exister, de continuer à faire vivre leur voix particulière dans un espace politique et médiatique monopolisé par la pandémie. Une manière pour les ministères non-régaliens de montrer qu'ils sont, eux aussi, en première ligne de la gestion de la crise. (Jean-Baptiste Delhomme)

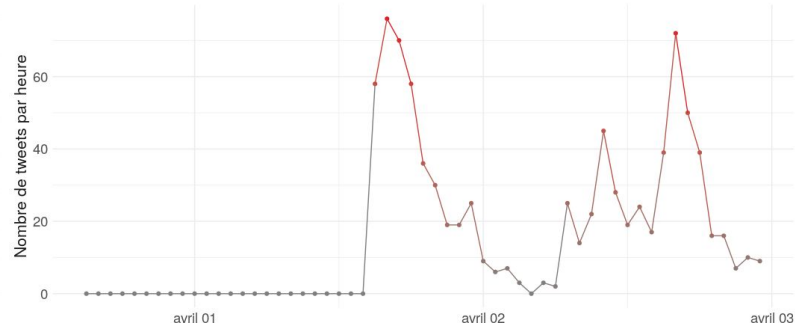
Évolution de la discussion sur le #StopProductionNonEssentielle

Sur la base des données disponibles sur Twitter



Évolution de la discussion sur le #StopDividendes

Sur la base des données disponibles sur Twitter



Chères lectrices, chers lecteurs,

Le 23 mars dernier nous vous proposons le premier numéro de cette newsletter, de cette veille stratégique et d'opinion digitale consacrée à la pandémie de Covid-19. Notre promesse était alors de vous proposer une grille de lecture objective pour vous permettre de suivre l'évolution de la crise sanitaire et économique que nous traversons.

Deux semaines plus tard, vous êtes plus de 15.000 à nous lire quotidiennement. Nous souhaitons vous remercier pour votre fidélité, pour les retours que vous nous faites chaque jour afin d'améliorer cette newsletter, et pour la bienveillance dont vous avez fait preuve à notre égard.

Cette audience nous encourage à poursuivre nos efforts pour vous accompagner dans cette période trouble, et surtout à continuer de vous apporter chaque jour les informations dont vous aurez besoin pour préparer l'après.

Vous souhaitant bonne lecture,

L'équipe d'Antidox et d'ESL & Network

À propos de nous



Xavier DESMAISON,
CEO
x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY,
Président du Directoire
alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.

Pour vous abonner à la newsletter, merci d'envoyer un mail à contact@antidox.fr ou ibenadibah@eslnetwork.com